

Des mesures de simplification utiles aux Français établis hors de France

Amélia Lakrafi – juillet 2019



10^e circonscription
des Français établis
hors de France



Chères concitoyennes, Chers concitoyens,

Vous êtes nombreux à m'interroger sur le rôle d'un député. Cela montre, me semble-t-il, l'effort de transparence qu'il nous incombe de mener.

Si l'on s'en tient à ce que dit la loi, un député dispose de deux grandes prérogatives. Il est d'abord un acteur essentiel du travail législatif, en amendant, examinant et votant la loi, qu'elle soit proposée par le gouvernement (projet de loi) ou par un parlementaire (proposition de loi). Il contrôle aussi l'action du gouvernement au moyen de divers outils, dont notamment les questions d'actualité et les commissions d'enquête.

Un député représente l'ensemble des Français. L'accompagnement social et administratif que nous proposons aux citoyens de notre circonscription relève de l'usage et non de la règle.

Je considère toutefois que ce volet « extra-légal » de notre mandat est important. Il l'est plus encore, à mon sens, pour les Français de l'étranger qui rencontrent souvent plus de difficultés dans leurs démarches, en raison de la distance.

Voilà pourquoi, à travers ces lettres régulières, je tiens à vous rendre compte de mon action et de toutes les informations qui peuvent vous être utiles.

Amélia Lakrafi

Référendum sur ADP - Aéroports de Paris

Parce que je tiens à ce que vous puissiez exercer vos droits comme n'importe quel citoyen, je vous adresse le lien vous permettant de soutenir la proposition de loi garantissant le caractère public de l'exploitation des aéroports de Paris : <https://www.referendum.interieur.gouv.fr/>

Personnellement, je suis pour la privatisation de l'exploitation des Aéroports de Paris

L'actualité des retraités à l'étranger

Selon les derniers chiffres officiels, près de 1 100 000 retraités d'un régime français résideraient à l'étranger, représentant 8.2% des effectifs totaux des assurés. Leur situation spécifique induit de nombreuses démarches, souvent source de difficultés de compréhension. Le calcul et les modalités de versement de la pension de retraite, ou encore l'accès à la prise en charge des soins en France et à l'étranger sont tout particulièrement au cœur de leurs préoccupations. Les informations ci-après répondent en partie à ces questionnements.

✓ Du nouveau pour les certificats d'existence

L'envoi et l'authentification des certificats d'existence s'apparentent chaque année à un véritable parcours du combattant. Par application d'une loi de 2013 et grâce à l'attention portée par mes collègues et moi-même pour qu'elle soit effective, cette démarche va être facilitée à compter de l'automne prochain.

► **Pour la transmission** : un envoi unique se fera annuellement sous forme dématérialisée, même si l'assuré est affilié à plusieurs régimes.

En pratique, il conviendra de créer un compte personnel sur le site www.info-retraite.fr

► **L'authentification** : le certificat téléchargé en ligne pourra être signé par une autorité locale quand les conditions le permettent. Nos consulats travaillent activement à la facilitation de ce processus. A titre d'exemple, notre consulat à Maurice a conclu un partenariat avec les 72 postes de police locaux, offrant ainsi un vrai service de proximité.

✓ Estimer sa retraite en ligne

Il n'est pas toujours facile d'y voir clair pour évaluer sa retraite, surtout quand une partie de la carrière s'est déroulée à l'étranger. Plusieurs outils permettent aujourd'hui de consulter son relevé de carrière et de simuler l'âge de départ et le montant de la pension. Rendez-vous sur :

► www.mademandederetraireenligne.fr

► www.info-retraite.fr

✓ Les règles de la prise en charge des soins en France évoluent

Le budget de la sécurité sociale pour 2019 a introduit une durée minimum de cotisation à un régime français pour le bénéfice de la prise en charge des soins lors de séjours ponctuels en France. Celle-ci est fixée à 15 ans. Présentée par la direction de la sécurité sociale comme une mesure d'équité et d'équilibre, j'ai saisi la ministre de la Santé pour que ce dispositif ne s'applique pas aux retraités ayant soldé leur droit avant le 1^{er} juillet 2019 ([prendre connaissance de mon courrier à Agnès Buzyn](#)).

Pour les assurés qui prendront leur retraite après le 1^{er} juillet 2019, je compte présenter un amendement dans le cadre du prochain budget de la sécurité sociale, pour que cette durée minimum de cotisation soit portée à 10 ans.

Quel changement avec la réforme des retraites ?

Avec la mise en place de la retraite à points, telle que prévue dans la future réforme des retraites, une interruption de carrière pour cause de départ à l'étranger sera moins pénalisante. J'aurai l'occasion de faire un focus plus précis sur ce texte lors de son examen.

Fiscalité des non-résidents : des avancées à conforter

Le budget de l'Etat pour 2019 a introduit plusieurs avancées notables en matière de fiscalité des non-résidents, que j'ai déjà eu l'occasion de vous présenter. Ces mesures demeurent toutefois insuffisantes à mon sens, en particulier pour les Français résidant en dehors de l'Union européenne. Ma mobilisation demeure entière pour continuer de défendre une fiscalité plus juste et plus lisible.

✓ Les avancées obtenues

- ▶ **Le prélèvement à la source**: effectif en 2020 sur tous les revenus de source française, il permettra un rapprochement du barème d'imposition sur celui des résidents
- ▶ **La pension alimentaire** : elle peut désormais être déduite sur les revenus déclarés selon le taux moyen
- ▶ **La vente de la résidence principale** : délai de tolérance d'un an à compter du départ à l'étranger pour bénéficier de l'exonération de taxe sur la plus-value lors de la vente
- ▶ **Avantage fiscal « Pinel »** : celui-ci est maintenu sur les revenus de source française pour les investissements réalisés à compter de 2019
- ▶ **Exonération de CSG/CRDS sur les revenus immobiliers** : celle-ci ne concerne pour le moment que les non-résidents relevant d'un régime obligatoire de sécurité sociale d'un autre Etat membre de l'UE, de l'EEE ou de la Suisse
- ▶ **Attribution des bourses scolaires AEFE** : relèvement du plafond de quotient familial de 21000 à 23000 euros



✓ Mes combats pour les prochains exercices budgétaires

- ▶ **Généralisation de l'exonération de CSG/CRDS sur les revenus immobiliers** : par souci de justice et d'équité, je souhaite que cette mesure s'applique aussi aux non-résidents hors Union européenne
- ▶ **Création d'un statut hybride pour la résidence en France** : aujourd'hui alignée sur le régime des résidences secondaires, avec une taxe d'habitation pouvant être majorée en zone tendue, je souhaite que la résidence en France de nos compatriotes à l'étranger bénéficie d'une fiscalité spécifique, moins pénalisante
- ▶ **Amélioration de l'information sur le taux moyen** : ce mode de déclaration de l'impôt sur le revenu (case 8TM sur la déclaration) est méconnu alors qu'il est bien souvent plus avantageux

La direction des impôts des non-résidents

Afin d'améliorer la qualité du service aux citoyens, la DINR a mis en place un numéro d'appel unique non surtaxé :

01 72 95 20 42

Des démarches facilitées au quotidien

✓ Financement associatif

Mis en place pour compenser la suppression de la réserve parlementaire, le dispositif STAFE est accessible aux associations de droit local portées par des Français et désormais aux associations de droit français ayant une activité à l'étranger.

► **En pratique** : les dossiers de demande sont à retirer dans les consulats entre janvier et mai.

✓ Droit au compte

Pour mieux aider les Français établis hors de France à faire valoir leur droit au compte, à la suite de la décision de leur banque de rompre leur contrat, la Banque de France a mis en place un dispositif entièrement dématérialisé.

► **En pratique** : <https://particuliers.banque-france.fr/page-sommaire/droit-au-compte>

► **Les perspectives** : j'étudie la possibilité que les Français établis à l'étranger puissent engager la procédure de droit au compte dès la notification de fermeture de compte par leur banque.

✓ Aide à l'installation

La loi Elan a introduit deux dispositifs susceptibles d'aide à l'installation :

► **La garantie Visale** : **caution gratuite** de l'Etat pour couvrir les éventuels impayés de loyer, permettant de renforcer l'accès au logement

► **Le bail mobilité** : nouvelle offre de bail de location meublée de courte durée (de 1 à 10 mois) non renouvelable, **sans condition de dépôt de garantie** pour le locataire

✓ Vote électronique

Attendu de longue date, le vote électronique sera effectif pour les prochaines élections consulaires du mois de mai 2020, évitant ainsi à beaucoup de longs déplacements pour exercer son droit citoyen

✓ Guichet unique à l'international pour les entreprises

Pour aider les entreprises à se lancer sur les marchés internationaux, un guichet d'accompagnement unique, regroupant tous les opérateurs du secteur, se met progressivement en place sous le label « Team France Export ».

► **Plus d'infos** : teamfrance-export.fr

► **Déclinaison à l'étranger** : une structure référente sera localement chargée de guider les entreprises. Des projets pilotes sont en cours d'expérimentation. Pour plus d'info contactez le service économique de votre ambassade ou vos conseillers du commerce extérieur de la France CCEF <https://www.cnccef.org>

✓ Dématérialisation des actes de l'état civil

Introduite par la loi pour un Etat au service d'une société de confiance, le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères engage une expérimentation visant à dématérialiser la délivrance des actes d'état civil relevant des autorités diplomatiques et consulaires.

Cette simplification ne doit toutefois pas laisser de côté les particuliers n'ayant pas accès à internet ou ne sachant pas s'en servir. Aussi, dès la rentrée, je proposerai deux mesures complémentaires :

- La mise en place de **bornes en libre-service** à l'entrée des consulats et chez les consuls honoraires
- La mise en place d'un statut de **Citoyen Référent Internet**, sur la base du bénévolat et après appel à candidature



Cybersécurité et cyberdéfense

✓ Cybersécurité

Ce sujet me tient particulièrement à cœur et j'interpelle régulièrement le Premier ministre et les membres du gouvernement sur cette question. Je multiplie aussi les rencontres avec les acteurs de votre sécurité, tels que le centre de crise du Quai d'Orsay et les chefs d'îlot (ou ilotiers) à l'étranger.

Mais la sécurité du monde cybernétique (internet) est tout aussi importante. J'ai eu le plaisir d'animer une réunion à Maurice sur le sujet et j'ai pu mesurer le manque de vigilance et d'information concernant les risques des réseaux sociaux et plus globalement d'internet. Durant ces trois heures d'échange, j'ai sensibilisé les Français de Maurice aux bons usages sur le web.

► **Ma tribune sur la cybersécurité :**

<https://amelialakrafi.fr/tribune-cybersecurite/>



✓ Cyberdéfense

► **La cyberguerre est déclarée et depuis plusieurs années !**

En tant que commandant de réserve à la réserve cyberdéfense, avec les autres bénévoles nous avons pour mission principale de contribuer à la diffusion de l'esprit de défense et au renforcement du lien armées-Nation, mais aussi l'objectif de sensibiliser la Nation aux enjeux de la cyberdéfense.

La cyberguerre et le cyberespionnage s'intensifient. De nouvelles pratiques destructrices se développent dans le cyberspace à des fins terroristes, propagation de fakenews et manipulations, tel que l'espionnage économique ou politique, des attaques contre les infrastructures critiques (transport, énergie, communication...) à des fins de sabotage et d'intimidations. Ces attaques peuvent venir de groupes étatiques ou de grandes entreprises, sans frontière, le monde cybernétique se joue des distances, et malheureusement ces attaques sont extrêmement difficiles à identifier.

L'Agence Nationale de sécurité des systèmes d'information -ANSSI- rend publique la stratégie de la France en matière cyberdéfense.

Nous pouvons en être fiers, plusieurs pays de ma circonscription nous citent en exemple et sont demandeurs de formation et collaboration en la matière.

Pour en savoir plus :

<https://www.ssi.gouv.fr/publication/la-strategie-de-la-france-en-matiere-de-cyberdefense-et-cybersecurite/>